

Crédits aux sociétés non financières Septembre 2016

Le 27 octobre 2016

Les crédits d'équipement continuent d'augmenter fortement

Les crédits à l'équipement restent très dynamiques en septembre (+ 4,7 % en rythme annuel après + 4,8 % en août). C'est une donnée a priori encourageante pour la croissance économique. Compte tenu de la hausse, par ailleurs, des crédits immobiliers, l'augmentation annuelle de l'ensemble des crédits d'investissement est de 4,4 %.

La croissance des crédits de trésorerie est, quant à elle, en forte diminution (+ 6,4 % après + 9,1 % en août) principalement du fait d'un remboursement d'une opération exceptionnelle. Elle se maintient toutefois à un niveau élevé.

Au global, le rythme d'augmentation des crédits aux sociétés non financières subit une légère baisse en septembre (+ 4,9 % après + 5,3 % en août).

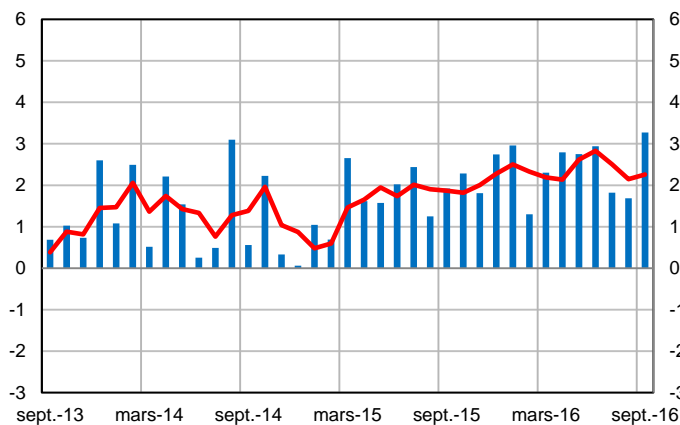
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		sept-16	juil-16	août-16
Total	897	5,4	5,3	4,9
Investissement	628	4,2	4,3	4,4
<i>Équipement</i>	370	4,7	4,8	4,7
<i>Immobilier</i>	258	3,5	3,6	4,0
Trésorerie	209	9,3	9,1	6,4
Autres	60	3,3	2,9	4,3

Variations d'encours mensuelles de crédits à l'investissement (données cvs *)

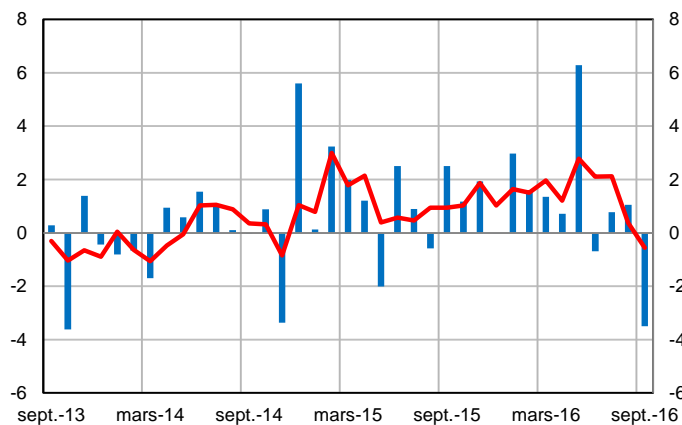
(Variations d'encours en milliards d'euros)



■ Variations d'encours mensuelles cvs — Moyenne sur 3 mois

Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



■ Variations d'encours mensuelles cvs — Moyenne sur 3 mois

* Les flux nets mensuels cvs des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissement et trésorerie au prorata de leurs encours.

Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels.

Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

Les demandes d'abonnement aux Stat info sont à adresser à 2503-DIFFUSION-UT@banque-france.fr